

SUR LE MÊME PIED QUE LES ALLEMANDS

UNE DECLARATION DE M. FER-
GUSON AU SUJET DES NOU-
VEAUX REGLEMENTS ONTA-
RIENS, CONCERNANT LA CO-
LONISATION — PROTESTA-
TIONS DES DEPUTES CANA-
DIENS-FRANCAIS.

Toronto, 14. — Les nouveaux ré-
glements de colonisation dans le
nord de l'Ontario, ont soulevé une
vive discussion, à la Législature, de
la part des députés canadiens-fran-
çais.

Le gouvernement venait de sou-
mettre les estimés de l'année fiscale,
lorsque M. Z. Mageau, de Sturgeon
Falls, s'est objecté aux règlements
de la colonisation dans le nord de
l'Ontario, les considérant absolu-
ment injustes à l'égard de ses com-
patriotes, surtout en ce qui concer-
ne le règlement 17. M. G.-H. Fer-
guson répondit que les futurs co-
lons seraient soumis à un choix ju-
diciaire, et que, s'ils veulent venir
s'établir ici et jouir du privilège de
citoyens de la province, ils devaient
se soumettre aux règlements établis;
et ces exigences ne concernent point
seulement que la matière d'éduca-
tion, mais également les lois du ser-
vice militaire.

M. Mageau reprit vivement que
les règlements nouveaux empê-
chaient ses compatriotes de s'établir
dans quelques régions du nord de
l'Ontario, et M. Gustave Evanturel,
de Prescott, protesta contre le ban-
nissement des colons du Québec de
certains endroits de l'Ontario. Alors
M. Ferguson déclara que le gouver-
nement ne voulait point de colons
du Québec, de l'Allemagne ou de
l'Autriche, à moins qu'ils n'obéis-
sent à la loi. Ce sont les soldats re-
venus des tranchées qui auront le
premier choix des terres.

M. Sam Clarke, de Northumber-

land, ajouta qu'il est difficile d'obtenir des colons du vieil Ontario, et qu'il était bien préférable de les faire venir du Québec qu'en dehors du Canada. M. Sam Carter, de Wellington-Sud, est d'avis que les Canadiens français et le gouvernement devraient s'unir et se débarrasser une fois des causes de friction provenant du règlement 17: mais "nous voulons avoir une province de langue anglaise en Ontario", a-t-il insisté.

M. Evanturel s'opposa formellement à ce que les Canadiens français soient mis au même rang que les Autrichiens et les Allemands.